

Bordeaux, le 16 décembre 2024,

Monsieur le Président,

À l'appel de l'intersyndicale Fonction publique, les agentes et agents publics se sont mobilisés le jeudi 5 décembre pour refuser d'être la variable d'ajustement budgétaire, quel que soit le gouvernement en place.

Avec près de 25 % de grévistes à la DGFIP et 28,95 % à la DISI Sud-Ouest, les agents et les agentes, et aussi les cadres à 33,33% dans notre direction ont, malgré une situation confuse, exprimé leur refus d'être jetés en pâture à l'opinion publique et d'être considérés comme des privilégiés et des fainéants. Tout comme l'ensemble des fonctionnaires, des salarié·es et des retraité·es, les agents de la DGFIP ne sont pas responsables du déficit public actuel.

Par cette grève, ils comptent bien faire entendre aux responsables administratifs et politiques que sans eux, les services publics, sacrifiés par les politiques libérales de ces dernières décennies, ne pourraient plus fonctionner.

Par cette mobilisation exemplaire, les fonctionnaires exigent une revalorisation de leur rémunération, refusent la casse de leur statut, de leurs droits et garanties par la suspension de la GIPA, la mise en place des 3 jours de carence et de la baisse de leur indemnisation en cas d'arrêt maladie. De plus, les agents de la DGFIP refusent toutes nouvelles suppressions d'emplois, rejettent l'arbitraire dans les règles d'affectation avec la généralisation du choix discrétionnaire des directeurs.

Au niveau politique l'instabilité continue inexorablement. L'annonce par M Barnier du recours à l'article 49.3 pour tenter de passer en force le PLFSS, a entraîné un vote de censure de son gouvernement. Pour Solidaires Finances Publiques, cette journée de grève et de manifestations était un premier avertissement au futur gouvernement.

Nommé fraîchement vendredi, M BAYROU doit faire d'autres choix budgétaires, pour que la justice fiscale, la justice sociale et environnementale soient enfin à l'ordre du jour ! Mais ne soyons pas dupes, même si Noël approche et que nous croyons encore un peu à sa magie, il sera sans doute dans la continuité du Président Macron vu qu'il est un de ses mentors...

Après une grande hésitation jusqu'à la dernière minute pour cette fois, Solidaires Finances Publiques a décidé de siéger aujourd'hui, car les sujets à l'ordre du jour concernent particulièrement les agentes et les agents de la DISI Sud-Ouest : le DUERP / PAP et le télétravail. Nous ne voulons pas jouer le jeu de la chaise vide, pour des femmes et des hommes politiques en responsabilités, déconnectés des réalités mêmes de leur administration, au détriment de nos collègues.

Notre décision de siéger à ce comité a été confortée en cette fin de journée de vendredi. Suite au CCSIA (Commission Consultative de Suivi et d'Information du risque Amiante) de la cité administrative auquel nous avons assisté vendredi, le sujet de l'amiante est à nouveau d'actualité et nous inquiète particulièrement. Un problème d'infiltration concernant la façade ouest de la Tour A a été rapporté. Cette eau pourrait introduire à l'intérieur des bureaux de la poussière qui, en séchant, dégagerait des particules d'amiante.

Pour Solidaires Finances Publiques, cette exposition potentielle à l'amiante doit faire l'objet non seulement d'un suivi de la part des administrations et des représentants du personnel afin que la campagne d'évaluation des risques soit faite dans les meilleurs délais, mais aussi qu'une information auprès des agents soit réalisée, car ils ont le droit de savoir.

En ce qui concerne plus précisément la DiSI SO (siège et ESI 33), l'assistante de prévention doit être sollicitée afin que l'on détermine exactement l'impact de ce système de ventilation sur nos collègues. En effet, si cet air est diffusé dans le réseau d'aération, comme certains protagonistes de ce comité en ont fait état, M le Président, il faut que vous preniez des mesures de précaution immédiates pour la santé de vos agents dans l'attente des résultats de l'évaluation.



Nous vous demandons d'inscrire ce sujet à l'ordre du jour de ce CSAL pour suivi et actions.

Solidaires Finances Publiques, M le Président, interviendra sur les autres sujets au fur et à mesure du déroulement de l'ordre du jour de ce comité.

Les élu·e·s Solidaires Finances Publiques DISI Sud-Ouest.

